

Débat de politique départemental

Faire face à la crise énergétique en Seine-Maritime

Intervention de Laurent JACQUES

Il y a une trentaine d'années, l'Union Européenne a commencé à ouvrir les marchés nationaux de l'énergie à la concurrence, au prétexte d'harmoniser le secteur. En 2004, on procédait à la privatisation d'EDF à marche forcée.

Une réelle harmonisation aurait consisté en un alignement des prix vers le bas. Au lieu de cela, la libéralisation à outrance concernant ce bien de première nécessité conduit à des dérapages aujourd'hui totalement hors de contrôle. Entre le col roulé de Le Maire et la polaire camouflage de Borne, elle donne à voir des images qui prêteraient à sourire si la situation n'était pas aussi grave.

Cette ouverture des marchés avait aussi pour but de sécuriser l'approvisionnement de plus de 30 pays. L'idée est louable, mais quand on se trouve dans un des secteurs géographiques produisant le plus d'électricité, on a vraiment le sentiment d'être le dindon de la farce.

Nous avons dans nos boîtes à pharmacie nos comprimés d'iode, en cas d'incident grave dans l'une des deux centrales nucléaires du département. Où que se porte notre regard sur terre, les éoliennes viennent zébrer le paysage. Un premier parc en mer est en construction et, si on ne stoppe pas cette folie, un second est prévu. Plus nous produisons, plus nous payons. C'est la double peine pour les Seinomarins.

Le montant des factures de gaz et d'électricité explose pour les ménages et touche particulièrement ceux qui, comme c'est le cas dans des co-propriétés, ne bénéficient pas d'un tarif plafonné. Chez les locataires du parc social, le pire est à redouter. Dans certains cas, les bailleurs n'ont pas été mesure de s'inscrire dans le cadre du bouclier tarifaire.

Et même lorsque c'est le cas, nous savons d'ores et déjà qu'il sera revu à la hausse le 1^{er} janvier prochain. Les locataires, souvent en situation de fragilité, ne perçoivent pas les fameux « 19 degrés » comme une injonction, mais comme un rêve qu'ils n'atteindront pas cet hiver.

Les entreprises, petites ou grandes, sont impactées au point que certaines risquent de devoir, non pas seulement s'adapter, mais mettre la clé sous la porte, générant perte d'activité et chômage. Pour les collectivités, nous savons tous désormais ce qui nous pend au nez : des factures que nous ne serons pas en mesure de régler, sauf à les faire peser sur nos administrés déjà confrontés à l'inflation. Les mesures de protection annoncées par le gouvernement pour faire face à cette explosion des prix ne concernent pas toutes les collectivités et sont loin de couvrir le surcoût.

Comment faire pour maintenir nos services publics avec un coût de l'énergie multiplié par 4 à 10 ?

Hier, à l'appel de l'Association Départementale des Élus Communistes et Républicains, de nombreux élus se sont rassemblés devant la Préfecture pour réclamer la création d'un fonds d'urgence énergie, l'application des tarifs réglementés de vente de l'électricité ou du gaz pour les collectivités, le blocage des prix, ou encore l'application d'un taux de TVA réduit sur les factures énergétiques des collectivités et de leurs groupements.

Il faut en finir avec la loi de l'offre et de la demande, devenue la loi du plus fort et, comme souvent, la loi du plus riche.

Total Énergies va verser 2,6 milliards d'euros à ses actionnaires et cela n'est qu'un acompte sur les dividendes. Je n'ose imaginer quel sera le montant final. Ce même groupe prévoit d'investir encore 1 milliard dans l'éolien et le solaire, histoire de continuer à nous faire payer au prix fort cette énergie grassement subventionnée. Une fois encore, le plus petit paie pour engraisser le plus riche.

On marche sur la tête, et ce n'est pas cet exercice qui va nous réchauffer cet hiver.

Bruno Le Maire prétend ne pas savoir ce que sont les « superprofits ». Qu'il lise ces chiffres et, s'il prétend ne toujours pas savoir, il nous faudra en déduire que son col roulé trop serré a privé son cerveau d'oxygène.

Au sein de cette instance comme dans tous les Départements de France, il nous faut taper une bonne fois pour toutes du poing sur la table pour que cessent de telles aberrations.